

Pourquoi S&P épingle le marché du travail français

LEMONDE.FR | 16.01.12 | 21h02 • Mis à jour le 17.01.12 | 09h48

La perte du triple A français chez Standard & Poor's (S&P) n'a pas pour seule cause l'état des finances de l'Etat. [Dans son communiqué](#) publié vendredi 13 janvier, S&P critique, outre "l'endettement public", "les rigidités" du marché du travail français.

Régulièrement comparé à Berlin depuis le début de la crise de la zone euro, Paris veut des réformes dans ce secteur, de crainte de voir sa note dégradée d'un cran supplémentaire en 2012 ou 2013. Réformes actuellement débattues et défendues par le gouvernement et les partenaires sociaux, à quelques jours du sommet social du 18 janvier.

UNE QUESTION DE DÉMOGRAPHIE

Cette initiative intervient alors que le taux de chômage a atteint en novembre son plus haut niveau depuis douze ans, avec 4 244 800 de demandeurs d'emploi en métropole, soit 9,3 % de la population active, selon l'Insee. Pessimiste, l'institut de la statistique prévoit, dans sa note de conjoncture publiée mi-décembre, une augmentation de ce nombre qui pourrait atteindre 9,6 % en juin 2012.

En cause, l'absence de réforme du marché du travail, selon Xavier Bertrand, qui espérait pourtant, à sa nomination en novembre 2010, ramener le taux de chômage sous la barre des 9 %. *"Le chômage n'est pas un problème franco-français. Il n'y a que l'Allemagne aujourd'hui qui voit son chômage reculer, parce qu'ils ont fait des réformes de fond sur le marché du travail depuis dix ans et pendant dix ans"*, estimait le ministre du travail la semaine dernière sur RTL.

Mais si le chômage baisse en Allemagne, c'est avant tout une question de démographie, nuance Mathieu Plane, économiste à l'OFCE. *"La population active allemande est en baisse depuis 2005. Ainsi, chaque emploi créé fait baisser le chômage depuis six ans, alors qu'en France, sur la même période, il a fallu créer en moyenne 170 000 emplois par an pour le même résultat"*.

LA TVA SOCIALE : UN INSTRUMENT CONTROVERSÉ

A quelques jours du sommet social du 18 janvier, le gouvernement fait donc de la réforme du marché du travail son cheval de bataille. Objectif affiché : favoriser l'emploi et la compétitivité de la France, *"dégradée à la fois par le coût et par la durée du travail"*, selon la patronne du Medef, Laurence Parisot.

Qu'à cela ne tienne, le gouvernement dégaîne [la TVA sociale](#) : celle-ci augmenterait d'un nombre encore indéterminé

de points et serait associée à un abaissement des charges patronales. Reste à trouver un équilibre pour ne pas pénaliser le pouvoir d'achat des Français.

Car cette réforme reste très dépendante du comportement des entreprises. Et c'est bien là le problème, selon M. Plane. *"Si les entreprises ne répercutent pas entièrement les baisses de cotisations sociales dans les prix hors taxes, il y aura une augmentation des prix TTC domestiques. Ce sont les ménages les plus modestes, qui n'ont pas d'épargne, qui seront les plus touchés, puisque plus vous êtes en bas de l'échelle des revenus, plus la part de TVA dans votre budget est importante. Les gains des entreprises se feront au détriment du pouvoir d'achat des ménages"*, regrette-t-il.

Encore une fois, l'Allemagne est citée en exemple, notamment par certains membres du gouvernement. Berlin a en effet [augmenté de trois points la TVA](#) (de 16 % à 19 %) en 2007. Les deux tiers des recettes supplémentaires ont alors été utilisés pour réduire les déficits publics, et le tiers restant pour diminuer de 6,5 % à 4,5 % le taux des cotisations chômage payées à égalité par les employeurs et les salariés.

Résultat, l'augmentation de la TVA a eu un impact de 1,4 % sur les prix à la consommation, étalé sur 2007 et 2008. Les ménages ont par ailleurs vu leur consommation reculer de 0,3 % en 2007. Quant à la réduction du coût du travail, elle n'a été que relative : 0,55 % au lieu de 1 %.

LE CHÔMAGE PARTIEL, "EXTRÊMEMENT EFFICACE" EN TEMPS DE CRISE

Deuxième réforme en cours de négociation, la "flexibilisation" du temps de travail qui permettrait d'adapter le temps de présence des salariés à l'activité de l'entreprise, en recourant notamment au chômage partiel en période de crise. *"Quand ça va bien, on peut augmenter la durée du travail, les rémunérations, beaucoup plus vite, beaucoup plus facilement. Quand ça va moins bien, adapter le temps de travail s'il y a des garanties pour l'emploi. C'est ce qui se fait par exemple en Allemagne"*, a fait valoir Xavier Bertrand, toujours sur RTL.

Une opinion partagée par l'économiste Pierre Cahuc, pilote du groupe de travail de l'Union des industries et des métiers de la métallurgie sur le marché du travail. *"De tels ajustements ont contribué significativement à amortir l'impact sur l'emploi de la récession de 2008 en Allemagne en permettant aux entreprises et aux salariés de réduire temporairement la durée et le coût du travail"*, assurait-il en décembre [dans un article du Monde](#).

Ainsi, au plus fort de la crise, mi-2009, 1,5 million d'Allemands ont été mis au chômage partiel. A la même époque en France, ils n'étaient que 270 000, indique Mathieu Plane. *"C'est un dispositif extrêmement efficace et puissant, qui a permis de préserver énormément d'emplois, rappelle-t-il. Et surtout, c'est une mesure très avantageuse, à la fois pour les employeurs, qui évitent des plans de licenciement coûteux et des pertes de compétences, et pour les salariés, qui retrouvent leur emploi à plein temps dès que la situation s'est améliorée"*.

Les réformes rapides et ambitieuses de Berlin pour préserver sa compétitivité ont fait de l'Allemagne le bon élève de la zone euro. Preuve en est, S&P a choisi vendredi de maintenir le triple A du pays.

>> Lire aussi, sur le blog Contes publics : ["La perte du triple A et le piège de la croissance faible"](#).

Anna Villechenon

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions légales | Qui sommes-nous ? | Charte groupe | Index | Aide et contact |

Journal d'information en ligne, Le Monde.fr offre à ses visiteurs un panorama complet de l'actualité. Découvrez chaque jour toute l'info en direct (de la politique à l'économie en passant par le sport et la météo) sur Le Monde.fr, le site de news leader de la presse française en ligne.